

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 27/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAPROGA

190 bis rue Paul Doumer
BP 357
45200 Montargis

Références : 212/2024
Code AIOT : 0010004238

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement CAPROGA implanté Les Docks 45120 Châlette-sur-Loing. L'inspection a été annoncée le 13/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAPROGA
- Les Docks 45120 Châlette-sur-Loing

- Code AIOT : 0010004238
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Coopérative Agricole des PROducteurs du GAtinais La Meunière bénéficie, pour son site de Châlette-sur-Loing, de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2016.

Cette société exerce les activités suivantes sur le site de Châlette sur Loing :

- activité de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium,
- activité de stockage de céréales en vrac.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des suites de la visite du 03/02/2021-NC1*	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 34-II et 37 de l'AM du 26/11/2012 et 5.7 de l'AM du 06/07/2006 mod	Demande d'action corrective	2 mois
10	Vieillessement des installations	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 11.I AM 26/11/2012 et Art. AM 28/12/2006	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
14	Transporteurs à bande	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Art. 4.16	Demande d'action corrective	2 mois
17	Accessibilité des engins à proximité de l'installation // voiries étanches	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 12.II et 22.V	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion des suites de la visite du 03/02/2021-NC4	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Art. 2.4.1	Sans objet
3	Gestion des suites de la visite du 03/02/2021-NC5	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 18.I	Sans objet
4	Liste des	Arrêté Ministériel du 20/11/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	équipements sous pression	article Art. 6.III	
5	Gestion des suites de la visite du 03/02/2021-NC6	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Art. 4.3.2	Sans objet
6	Gestion des suites de la visite du 03/02/2021-NC7	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 50.II	Sans objet
7	Gestion des suites de la visite du 03/02/2021-NC8	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Art. 4.7 et 4.8	Sans objet
8	Gestion des suites de la visite du 03/02/2021-D1	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Art. 4.3.1	Sans objet
9	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Art. 3.5	Sans objet
11	Silothermométrie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 26.III AM 26/11/2012 et Art. 4.15 AM 28/12/2007	Sans objet
12	Double asservissement aspiration/manutention	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A et C	Sans objet
13	Dispositif de protection de la manutention	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.B	Sans objet
15	Contrôle des dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.C	Sans objet
16	Dossiers de porter à connaissance	Code de l'environnement du 19/03/2024, article R. 181-46.II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des suites de la visite du 03/02/2021-NC1*

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 34-II et 37 de l'AM du 26/11/2012 et 5.7 de l'AM du 06/07/2006 mod

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux de ruissellement

Prescription contrôlée :

Art. 34.II AM 26/11/2012

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 5.7 AM 06/07/2006

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir déversement d'eaux accidentellement polluées (eaux d'extinction, renversement accidentel de produits...) dans les égouts publics ou le milieu naturel.[...]

Constats :

Pour rappel, NC1* : L'exploitant ne justifie pas du traitement des eaux de ruissellement associées aux aires imperméabilisées avant rejet dans le milieu naturel. Il n'est pas en capacité de démontrer qu'il respecte les VLE fixés aux articles 37 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 et 5.5- a et 5.5-c de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 modifié.

Par courrier du 13/09/2022, l'exploitant a transmis des résultats d'analyses des rejets des eaux pluviales de voiries sur les 4 points de rejets du site.

Ces analyses ne mentionnent pas d'anomalies.

De plus, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance d'août 2022 version 1 relatif notamment à une demande d'aménagement des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/11/2012.

Le site comprend 4 points de rejets aqueux (3 dans le Loing et 1 dans le canal). 2 points de rejets dans le Loing ne sont pas équipés de séparateurs hydrocarbures (points de rejets 2 et 3).

La demande d'aménagement précitée se base sur le respect des VLE notamment celle de la valeur en hydrocarbures sur une campagne d'analyse des rejets aqueux en juillet 2021.

En conclusion, en mesure compensatoire, l'exploitant propose «la réalisation de 2 campagnes par an de mesures des rejets aqueux. Dans le cas de dépassements réguliers, la mise en place de

séparateurs hydrocarbures pourra être envisagée.»

L'exploitant a indiqué que la demande d'aménagement est également économique du fait du coût d'installation des séparateurs et surtout leurs entretiens.

Lors de la visite sur site, l'inspection n'a pas constaté de problématique technique à la mise en place de séparateurs hydrocarbures. **De plus, il n'est pas acceptable de rejeter au milieu des effluents non conformes avant d'envisager la mise en place d'une mesure corrective prévue par un arrêté ministériel.**

Compte tenu de ce qui précède, la demande d'aménagement à l'arrêté ministériel du 26/11/2012 concernant la mise en place de séparateurs hydrocarbures n'est pas recevable.

L'exploitant doit mettre en œuvre des dispositifs de traitement des eaux de ruissellement de voirie.

Aussi, l'écart de la visite précédente est maintenu et repris comme suit:

Ecart PdC n°1: L'exploitant ne justifie pas du traitement des eaux de ruissellement associées aux aires imperméabilisées avant rejet dans le milieu naturel.

Lors de la visite, l'inspection n'a pas examiné l'état et l'entretien des séparateurs hydrocarbures existants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Gestion des suites de la visite du 03/02/2021-NC4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Art. 2.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Intégrité des sols du magasin d'engrais

Prescription contrôlée :

Les magasins de stockage (matériaux de construction et aménagements intérieurs à l'exception de la charpente) et aires de stockage extérieures doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- matériaux de classe A1 selon NF EN 13501-1 (incombustible) et sol cimenté ou équivalent présentant une réaction au feu minimale pour les nouvelles installations ;
- sol ne présentant pas de cavités (puisard, fentes...) pour toutes les installations stockant des engrais relevant de la rubrique « 4702-II ou 4702-III ».

Constats :

Pour rappel, NC4: Le sol de la case n°5 présente des cavités (puisard, fentes...) au niveau de son

accès alors qu'elle est dédiée à l'entreposage des engrais relevant de la rubrique « 4702-II ou 4702-III ». Le ferrailage des murs séparatifs de la case n°7 est apparent.

Par courrier du 13/09/2022, l'exploitant a transmis des photos indiquant une reprise de la dalle devant la case 5.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que ces travaux ont bien été réalisés.

Aussi, l'écart de la visite précédente est soldé.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il est prévu une réfection du magasin d'engrais et de la dalle extérieure comme suit:

- réfection des murs des cases 1, 2 et 3
- réfection des murs et sols des cases 4, 5 et 6 destinées au stockage vrac,
- la case 8 est condamnée pour tout stockage d'engrais,
- réfection de la dalle extérieure devant le magasin entre la moitié de la case 2 à la moitié de la case 7.

Les travaux sont prévus d'avril à juillet 2024 pour la reprise de stockage vrac en septembre 2024. Lors de la visite, il a été constaté la présence de quelques big bags d'engrais dans les cases 1 à 4. Les autres sont vides.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des suites de la visite du 03/02/2021-NC5

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 18.I

Thème(s) : Risques accidentels, Requalification périodique

Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

[...]

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

[...]

Constats :

Pour rappel, NC5: L'exploitant exploite le compresseur d'air : Marque GISS, numéro de série : 3020740345, comportant un réservoir d'une capacité de 100 litres avec une pression de service égale à 10 bars, sans avoir fait procéder à la requalification périodique dont l'échéance maximale est fixée à 10 ans, à partir de la date de mise en service, selon l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Par courrier du 13/09/2022, l'exploitant a transmis une liste des ESP actualisée par un nouvel équipement en remplacement de l'équipement GISS en retard de requalification périodique.

<p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence du nouveau récipient d'air comprimé de marque COINOX n°20075-21 en lieu et place de l'équipement qui a été mis au rebut.</p> <p>Aussi, l'écart de la visite précédente est soldé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Liste des équipements sous pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 6.III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste des ESP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis dans sa réponse au PdC n°3 la liste des ESP du site.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté d'anomalie dans cette liste.</p> <p>L'exploitant a indiqué également qu'elle était exhaustive.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Gestion des suites de la visite du 03/02/2021-NC6

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Art. 4.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des exticnteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment :</p>

<p>[...]</p> <p>d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</p> <p>[...]</p> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, NC6: L'ensemble des extincteurs n'est pas maintenu en bon état et vérifié au moins une fois par an (extincteur n°2bis 01 corrodé, non vérifié depuis 2016 (dernier macaron apposé).</p> <p>Par courrier du 01/03/2021, l'exploitant a indiqué que l'extincteur n°2bis 01 ne figure pas sur le recensement du site. L'exploitant a demandé à son prestataire de le vérifier et de l'ajouter.</p> <p>Par courrier du 13/09/2022, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des extincteurs effectuée le 14/01/2022 par la société CHUBB. Le rapport mentionne 6 extincteurs avec anomalies. Les mesures correctives ont été effectuées directement sur site par le prestataire.</p> <p>Lors de la visite du 19/03/2024, l'exploitant a présenté un rapport de vérification des extincteurs effectuée le 19/02/2024 par la société SARL BEFPI. Ce rapport ne mentionne pas d'anomalie.</p> <p>Aussi, compte tenu de ce qui précède, l'écart de la visite précédente est soldé et il n'y a pas de nouvel écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Gestion des suites de la visite du 03/02/2021-NC7

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 50.II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion du stockage de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les poussières ainsi que les produits résultant du traitement de ces dernières sont stockés en attente d'élimination ou d'utilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit dans des capacités de stockage spécifiques ; - soit conditionnés en sacs fermés, stockés en masse à l'extérieur des installations ; - soit dans des bennes convenablement bâchées ou capotées de façon à éviter la formation d'un nuage de poussières. <p>Les stockages de poussières sont réalisés à l'extérieur du silo.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, NC7: Il a été constaté la présence de stockages de poussières de céréales en masse, sans mesure de prévention interdisant leur envol.</p>

<p>L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance le 16/09/2022 (dossier version 1 d'août 2022) relatif notamment à la création d'une plateforme de stockage de poussières.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté une plateforme de stockage de poussières située entre le silo 5 et le Loing de dimension 10 m x 20 m.</p> <p>Les bennes à proximité des installations de stockage de céréales et des systèmes d'aspirations associés, des bennes capotées recueillent les poussières issues de l'activité des silos.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les différentes bennes à poussières recueillant les poussières issues des aspirations des silos sont déversées sur cette aire et reprises au chargeur dans des bennes capotées.</p> <p>Les bennes contenant les poussières sont collectées par un prestataire à raison d'au moins une rotation par semaine.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté la présence particulière d'accumulation de poussières à proximité de cette aire de stockage des poussières. Les bennes constatées étaient capotées.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière au dossier de porter à connaissance précité relatif à la plateforme de stockage des poussières.</p> <p>Aussi, l'écart de la visite précédente est soldé et il n'y a pas de nouvel écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Gestion des suites de la visite du 03/02/2021-NC8

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Art. 4.7 et 4.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des incompatibilités avec les engrais à base de nitrate d'ammonium</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 4.7</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les précautions à prendre par rapport aux produits incompatibles ; <p>[...]</p> <p>Art. 4.8</p> <p>[...]</p> <p>Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...) ; - les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale ;

<ul style="list-style-type: none"> - les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale ; - le nitrate d'ammonium technique ; - les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, NC8: Il a été constaté la présence de poussières de céréales provenant de stockages extérieurs, sur la bâche apposée sur les engrais CAN 27 contenus dans la case n°8. Ce constat traduit, par ailleurs, l'absence de précautions prises par l'exploitant, par rapport aux facteurs aggravant d'un risque accidentel, tels que les amas de matières combustibles à proximité du stockage d'engrais solides.</p> <p>Compte tenu de l'abandon d'exploitation de la case 8 (constaté en visite) et de la mise en place de la plateforme de stockage des poussières, l'écart de la visite précédente est abandonné.</p> <p>Lors de la visite, il n'a pas été constaté la présence de poussières dans les autres cases de stockage d'engrais solides.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Gestion des suites de la visite du 03/02/2021-D1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Art. 4.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.</p> <p>Ce système de détection n'est pas requis pour les aires de stockage à l'air libre ou pour les stockages possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, D1: Il est demandé à l'exploitant de fournir une copie de la notice ou du manuel établi par le fabricant des dispositifs de détection incendie mis en place dans son magasin de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium, afin de justifier qu'il respecte ses préconisations en matière de vérification, étalonnage, remplacement des capteurs, tests...</p>

<p>Par courrier du 13/09/2022, l'exploitant a transmis le manuel d'installation et d'utilisation du fabricant des détecteurs NOx (fabricant AMON et détecteurs ENV TOX EC 420 STD).</p> <p>L'exploitant indique qu'en page 4, il est écrit <i>"Une calibration du détecteur doit être effectuée périodiquement (de préférence tous les trois mois)"</i>. Actuellement, l'exploitant effectue une maintenance annuelle et indique n'avoir aucune observation concernant les calibrations. L'exploitant conclut donc au maintien d'une maintenance annuelle des détecteurs NO2.</p> <p>L'inspection prend note de la position retenue par l'exploitant et notamment que le fabricant émet uniquement une recommandation de calibration à fréquence trimestrielle (terme introduit : "de préférence").</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle de la détection NOx effectué par la société DMAE le 13/02/2024. Aucune anomalie n'est mentionnée.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a examiné la centrale NOx. Celle-ci était en fonctionnement et ne mentionnait pas de défaut.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Art. 3.5
Thème(s) : Situation administrative, Etat de stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 3.5 AM 06/07/2006</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident.</p> <p>La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Art. 5 APC 07/11/2016</p> <p>L'établissement n'est pas classé Seveso au regard des dispositions de l'article R. 511-11 du code de l'environnement (règles de cumul). Cf tableau de classement des rubriques ICPE</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks du magasins d'engrais solides et du magasin de produits</p>

phytopharmaceutiques du 18/03/2024.

Cf annexe état des stocks

Pas d'écart constaté

Par ailleurs, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance d'août 2022 version 1 relatif notamment à une mise à jour de son tableau de classement avec ajout des rubriques 4140 et 4718.

En effet, lors de la visite de 2021, il a été constaté la présence de bouteilles de gaz pour chariot de manutention (rubrique 4718).

Pour la rubrique 4140, l'exploitant indique que les fabricants ont changé le classement ICPE de certains produits phytopharmaceutiques, les classant désormais dans cette rubrique.

L'inspection n'a pas de remarque particulière sur cette demande d'actualisation de classement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Vieillessement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 11.I AM 26/11/2012 et Art. AM 28/12/2006

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des installations

Prescription contrôlée :

Art. 11.I AM 26/11/2012

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Art. 3.7 AM 28/12/2007

Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- un programme de surveillance des installations, avec une fréquence adaptée à l'âge et à l'état des structures, afin de prévenir les risques d'effondrement ou de rupture des capacités de stockage. [...] Les résultats de cette surveillance sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'un état initial de vieillissement des installations, en interne, a été effectué en 2019.

Cet état initial a conduit à la mise en place de jalons afin de vérifier l'évolution de fissures et des travaux de réparation d'un désordre avec mise en place d'un suivi de ce désordre après travaux.

Une visite semestrielle de vérification est effectuée par l'exploitant. Les dates relevées sont les suivantes: 20/06/2023, 26/10/2023 et 10/01/2024 et le registre ne mentionne pas d'anomalie.

Néanmoins, lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence de trou en partie supérieure du silo 5 côté Loing, la présence d'une fissure décimétrique dans le soubassement à l'arrière du silo 5, la présence des fissures avec ou sans jalons sur les silos plats (arrière du silo 4, jonction entre silo 4 et silo 5, fissures sur les parois des silos 2 et 3 donnant sur le passage entre ces 2 silos).

A noter que les graduations des jalons ne sont plus lisibles, ayant été effacées par les conditions climatiques.

Pour le silo 7, silo vertical, il n'a pas été visuellement constaté de désordres sur la partie exploitée.

L'exploitant a indiqué que ces désordres identifiés lors de la visite ne font pas partie de la visite semestrielle.

Aussi, l'exploitant ne peut justifier de l'évolution de ses désordres dans le temps et donc de l'intégrité des capacités de stockage de céréales en vrac (silos plats).

A noter également que ces désordres peuvent également constituer des points de faiblesses de la structure, notamment en cas d'incendie des matières stockées, et favoriser le risque d'ensevelissement.

Ecart PdC n°10: Compte tenu de la présence de trous et de fissures dans les parois des capacités de stockage de céréales en vrac, l'exploitant ne justifie pas des propriétés de résistance au feu de ces installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de la présence de fissures et de trous dans les parois des installations de stockage de céréales en vrac, l'exploitant doit justifier de l'intégrité dans le temps des capacités de stockage de céréales en vrac et assurer un suivi de ces désordres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Silothermométrie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 26.III AM 26/11/2012 et Art. 4.15 AM 28/12/2007

Thème(s) : Risques accidentels, Silothermométrie

Prescription contrôlée :

Art. 26.III AM 26/11/2012

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules contenant du sucre.

Les produits sont contrôlés en humidité avant stockage de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

La périodicité des relevés de température est déterminée par l'exploitant. Elle est a minima hebdomadaire tant que la température n'est pas stabilisée ou mensuelle lorsqu'elle est stabilisée.

Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement.

Art. 4.15 AM 28/12/2007

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés (sondes thermométriques ou caméras thermiques). Cette disposition ne s'applique pas aux cellules contenant du sucre.

Les produits sont contrôlés en humidité avant stockage, de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement.

Constats :

L'exploitant a indiqué effectuer un suivi de la silothermométrie et de l'humidité des céréales.
L'humidité est enregistrée à la réception des céréales.

Le silo SILOGA est muni de sondes fixes. L'exploitant procède à un enregistrement de cette silothermométrie. Il a présenté un enregistrement du SILOGA du 19/03/2024 (20 cellules de stockage munies d'une sonde avec 4 points de mesure).

Pour les magasins M1, M3, M4, M5 et M6 et les silos 1, 2, 3 et 5, l'exploitant met en place des sondes mobiles JAVELOT. Les enregistrements de températures sont reportés sur les téléphones du personnel. L'exploitant a présenté lors de la visite les relevés de température dans le magasin M5.

L'impression des enregistrements des températures est effectuée 1 fois par semaine.

Pour le silo 7, l'exploitant a indiqué ne pas suivre la température du fait que ce silo est un silo d'expédition et que les céréales, selon l'exploitant, ne restent pas stockées plus de 2 semaines.

Pour les silos plats non équipés de sondes fixes, l'exploitant pourrait utilement étudier la faisabilité de mise en place d'une silothermométrie fixe.

Pas d'écart constaté

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Double asservissement aspiration/manutention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A et C
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de transfert de grains
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A. Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés.</p> <p>Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.</p> <p>Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations d'aspiration qui y sont connectées : ces équipements ne démarrent que si les systèmes d'aspiration fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>C. Les transporteurs à chaînes installés en galerie sous-cellules sont étanches et aspirés. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>cf annexe PdC n°12 et 13</p> <p>Les transporteurs à chaînes situés dans les silos 1, 2, 3 et 5 ne sont pas équipés de systèmes d'aspiration. Ces équipements ont antériorité sur l'arrêté ministériel du 26/11/2012 (cf annexe III de cet arrêté).</p> <p>Néanmoins, l'exploitant doit être vigilant sur le classement en zonage ATEX de ces équipements du fait de l'absence d'aspiration et en conséquence de l'adéquation du matériel électrique et non électrique à ce zonage ATEX.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Dispositif de protection de la manutention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.B
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de transfert de grains

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes..[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>cf annexe PdC n°12 et 13</p> <p>Le silo 7 est équipé de transporteurs à bandes. Les silos 1, 2, 3 et 5 et le SILOGA sont équipés de transporteurs à chaînes. Les magasins M1, M3, M4, M5 et M6 ne sont pas équipés de dispositifs de manutention (déchargement des céréales par camion et manutention à la chargeuse).</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Transporteurs à bande

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Art. 4.16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bande</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Les bandes de transporteurs respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005, ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008, et NF EN 12881-2, version juin 2008 (bandes difficilement propagatrices de la flamme). Cette disposition n'est applicable aux installations existantes qu'en cas de remplacement d'une bande de transporteurs. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le remplacement des bandes des transporteurs à bandes du silo 7 a eu lieu en février et octobre 2013 par la société ACM. Ces bandes doivent donc être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant doit rechercher l'attestation de non propagation de la flamme de ces bandes qu'il n' pas été en mesure de présenter.</p> <p>Ecart PdC n° 14: L'exploitant ne justifie pas que les bandes installées dans le silo 7 sont non propagatrices de la flamme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

-
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Contrôle des dispositifs de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.C
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des dispositifs de protection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Au minimum, annuellement et, le cas échéant, au démarrage des principales périodes de forte activité d'utilisation de ces équipements, un contrôle conformément à la procédure mentionnée à l'alinéa précédent est réalisé par une personne compétente.</p> <p>Les résultats de ces contrôles font l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il procède à la vérification des dispositifs de protection 2 fois par an. Il a présenté le suivi de cette vérification. Pour 2024, les contrôles sont prévus en avril et octobre 2024.</p> <p>Il a indiqué qu'en cas d'anomalie, un fiche d'intervention est transmise au service maintenance. Un suivi est ensuite réalisé pour suivre l'avancement de résorption de l'anomalie jusqu'à sa clôture.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Dossiers de porter à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/03/2024, article R. 181-46.II
Thème(s) : Situation administrative, Dossiers de porter à connaissance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 19/01/2024, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance (version 1 de janvier 2024) relatif à la mise en place d'un dispositif d'un cyclofiltre pour le silo 7.</p> <p>Ce dispositif a pour but de renforcer l'aspiration dans le silo 7. En effet, l'aspiration de ce cyclofiltre sera effectuée directement dans l'espace sur cellule (cellules ouvertes et alimentées par des transporteurs à bandes). Cet espace est donc rapidement empoussiéré.</p> <p>Lors de la visite, l'installation du cyclofiltre était en cours. Une mise en service est envisagée début avril 2024.</p> <p>Le cyclofiltre est installé en extérieur entre le silo 7 et le magasin 1. L'inspection a constaté visuellement la présence des événements en partie haute de l'équipement et dirigés vers le passage entre le silo 7 et le magasin M1.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le silencieux de la ventilation a bien été installé comme précisé dans le dossier de porter à connaissance.</p> <p>Compte tenu de ce qui précède et des constatation effectuées lors de la visite, l'inspection n'a pas de remarque particulière sur le dossier de porter à connaissance relatif à l'installation d'un cyclofiltre au niveau su silo 7.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Accessibilité des engins à proximité de l'installation // voiries étanches

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 12.II et 22.V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des engins à proximité de l'installation // voiries étanches</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 12.II</p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur tout le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². - chaque point du périmètre de l'installation est à une

distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin.

Art. 22. V

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...]

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la voirie située à partir de l'arrière du silo 5 jusqu'au passage entre les magasins 5 et 6 est un empiérement qui s'avère très dégradé. En effet, cette voirie comprend de très nombreux et très larges nids de poule.

Aussi, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les caractéristiques requises de la voie engins sont présentes pour cette section de voirie du site.

De plus, en cas de sinistre ou d'incendie, les eaux susceptibles d'être polluées ne pourront être recueillies et s'infiltreront directement dans les sols.

Ecart PdC n°17: Compte tenu de la présence de nids de poule de grande taille de l'arrière du silo 5 jusqu'au passage entre les magasins M5 et M6, l'exploitant ne justifie pas des résistances minimales requises pour les voies engins. De plus, en cas d'incendie, l'exploitant n'est pas en mesure de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois